

Énergie : quelle solidarité entre États européens

mardi 06 septembre 2022

[Samuele Furfari \(Professeur de Géopolitique de l'Energie ESCP Londres\)](#)

Nous étions nombreux à avoir remarqué l'erreur stratégique que commettait l'Union européenne, depuis plusieurs années déjà, dans le domaine de l'énergie. Astucieusement, l'UE avait mis "tous les œufs dans le même panier" et paie aujourd'hui très cher son **désarmement énergétique unilatéral**. En octobre 2000, la Commission de Romano Prodi avec Loyola de Palacio, responsable de l'énergie, dans son [Livre vert sur la sécurité d'approvisionnement énergétique](#), a exhorté à diversifier les sources d'énergie, les pays importateurs et les moyens et voies de transport. Le bilan énergétique primaire de l'UE est donc bien équilibré, avec environ un tiers de pétrole, un quart de gaz naturel et le reste assez bien réparti entre le nucléaire, le charbon et les énergies renouvelables. Tout va bien, jusqu'à ce que Bruxelles/Strasbourg décide de procéder à un désarmement énergétique. L'UE actuelle, en effet, a décrété que la politique énergétique doit être subsidiaire à la politique climatique et que, par conséquent, toute **énergie doit être rapidement renouvelable**. D'où la demande du Parlement européen de ne plus financer les interconnexions gazières. L'avenir promis sera bientôt vert et lumineux, alors pourquoi dépenser de l'argent dans des pipelines inutiles ? Une certaine tolérance aurait été accordée si l'objectif du pipeline avait été de transporter de [l'hydrogène utopique](#). Est-ce le succès du lobby allemand qui voulait importer de l'hydrogène de Russie ? De l'hydrogène russe fabriqué à partir de gaz russe, bien sûr !

Mais ensuite vint la confrontation, et [l'Allemagne elle-même](#) est dans une situation proche de la faillite à cause de son EnergieWende et ne sait pas comment passer cet hiver. Seulement 6% du gaz brûlé dans ce pays est utilisé dans les centrales électriques. La majeure partie est utilisée pour chauffer les maisons, dans un pays aux hivers froids, et pour maintenir la productivité des usines qui ont un besoin critique de chaleur. Pour cette raison, le gouvernement allemand diffuse des spots télévisés pour expliquer à la population incrédule comment scotcher les portes des chambres qu'ils n'auront pas à utiliser cet hiver et comment laver la vaisselle à l'eau froide. Preuve de ce que disait ma mère, qui, citant un proverbe calabrais, paraphrasait "celui qui avait du pain mourait, celui qui devait se réchauffer survivait".

Comment sortir de cette impasse ? On pourrait s'inspirer du passé. Suite à l'interruption de l'approvisionnement en gaz de la Russie vers l'Ukraine le 1er janvier 2006 puis le 1er janvier 2009, la Slovaquie a été en panne de gaz pendant plusieurs jours. **Des mécanismes de solidarité** doivent être trouvés pour éviter des crises similaires à l'avenir. L'UE a financé le « *reverse flow* » qui, en inversant l'entrée et la sortie des compresseurs, permettait au gaz de circuler également d'ouest en est. Que se passe-t-il aujourd'hui avec l'Ukraine, qui s'approvisionne, ne pouvant plus compter sur les approvisionnements de la Russie. Toujours au sujet de la coopération entre États, l'UE a également introduit **l'article 122 dans le traité de Lisbonne**, qui prévoit la solidarité entre États membres et se termine par « notamment dans le secteur de l'énergie » (sic).

Pour aider l'Allemagne à passer l'hiver prochain, la Commission européenne a proposé en juin dernier aux États membres de décider sur la base du volontariat, et si une telle invitation s'avérait nécessaire, elle deviendrait une contrainte, de limiter la consommation de gaz naturel de 15 % pour aider les pays pénuries de gaz. Toutefois, étant donné qu'il est un fait objectif

que les Grünen allemands ont négligé de diversifier leurs approvisionnements en gaz russe et ont refusé de construire ne serait-ce qu'un seul terminal gazier pour pouvoir s'approvisionner en GNL sur les marchés internationaux, il n'est pas surprenant que, comme dans le l'histoire de la fourmi et de la cigale d'Ésope, le Portugal, l'Espagne, la Grèce, la France et l'Italie (voir [la lettre du ministre Cingolani](#) au vice-président Frans Timmermans) ont clairement indiqué - en termes diplomatiques - qu'ils ne demanderont pas à leurs citoyens de se sacrifier pour aider les Allemands, principaux responsables de cette crise énergétique. Une sorte de compromis a alors été trouvé par la présidence tchèque, qui est parvenue à obtenir que l'aide aux pays en difficulté se fasse sur la base du volontariat, mais avec de nombreuses dérogations et diverses échappatoires, notamment le fait que le pays dispose d'un excédent suffisant et que il existe une possibilité physique d'envoyer du gaz vers l'État membre en pénurie.

Qui pourrait avoir un surplus de gaz à envoyer à l'étranger ? **Espagne?** Ce pays a construit son premier terminal méthanier dans le port de Barcelone en 1969 et à ce jour il en compte sept sur la péninsule et un autre sur l'île de Tenerife, dont un à Gijon (Asturies) qui n'a même pas été inauguré car le marché y est bien approvisionné. Le reste du gaz vient d'Algérie par deux gazoducs. La politique de diversification de l'Espagne s'inscrit dans la stratégie soutenue par Prodi et de Palacio. Pourtant, malgré le fait qu'elle peut compter sur des approvisionnements diversifiés, même un pays comme l'Espagne ne peut venir au secours de l'Allemagne. Et pas parce qu'il ne veut pas faire preuve de solidarité, mais parce que **la solidarité n'existait pas dans le passé.**

Lors du sommet sur les liens d'interconnexion énergétique en mars 2015, le président français, les premiers ministres espagnol et portugais et le président de la Commission européenne ont publié une déclaration commune sur la "nécessité d'évaluer activement l'achèvement de l'axe gazier oriental entre le Portugal, l'Espagne et la France, permettant des flux bidirectionnels entre la péninsule ibérique et la France grâce à un nouveau projet d'interconnexion connu sous le nom de **MidCat**". Les 190 km manquants entre la péninsule ibérique et la France auraient permis aux terminaux méthaniers espagnols d'approvisionner l'Allemagne, au moins en partie. En tant que responsable de l'Espagne, j'ai préparé *des briefings* pour au moins trois commissaires lorsqu'ils se rencontraient pour discuter de MidCat avec les Français, car l'Espagne et la Commission étaient déterminées à assurer une bonne sécurité d'approvisionnement énergétique et cette interconnexion l'aurait permis, comme c'est désagréablement observée aujourd'hui. A l'époque, la France s'y est opposée, car il n'était pas acceptable que les deux terminaux méthaniers français soient concurrencés par les espagnols, compte tenu de leur nombre important. Et les autres États membres, dont l'Allemagne, pourquoi n'ont-ils pas poussé à la construction de ce gazoduc ? N'étaient-ils pas intéressés ? Et où est passé le concept de solidarité ? Ce n'est que maintenant qu'Olaf Scholz pousse pour une construction rapide du Midcat, mais la France de Macron s'y oppose, arguant qu'il n'est pas [nécessaire de construire un pipeline supplémentaire à ceux actuels](#). Peut-être que si l'Allemagne payait tout ou partie des 3 milliards d'investissement pour sa mise en place et apportait des garanties à la France, cette dernière serait plus souple ? Encore une fois, **où est passée la notion de solidarité ?**

Cela dit, il est clair que l'Allemagne et la Commission européenne ne doivent pas s'attendre à ce que l'Europe du Sud se sacrifie pour les écologistes allemands. Il ne doit pas non plus s'attendre à la solidarité de la Hongrie, dont le ministre des Affaires étrangères s'est rendu à Moscou le 21 juillet pour négocier et obtenir des approvisionnements supplémentaires en gaz russe. La visite a eu lieu quelques jours seulement après que le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a déclaré que l'UE avait commis une erreur en appliquant des sanctions à la

Russie. En effet, l'urgence énergétique est bien plus concrète que l'urgence climatique et doit donc être traitée plus rapidement.

Alors quelle est **la solution** ? Le but d'une analyse critique des faits n'est pas de culpabiliser, mais plutôt d'en identifier les causes, afin de pouvoir y remédier. La Commission actuelle, contrairement à celle de Prodi, a choisi le manichéisme énergétique. Il est vrai que la crise en Ukraine exacerbe ce problème, mais ce n'est pas Vladimir Poutine qui a inventé la crise dans laquelle l'Allemagne et la Commission européenne nous ont plongés. Les prix de l'énergie ont commencé leur rallye dès 2021. Heureusement, à part l'Allemagne, il ne devrait pas y avoir de rationnement dans le reste de l'UE en raison d'un mix énergétique assez diversifié. Les Allemands, en revanche, qui ont imposé une marche forcée vers le solaire et l'éolien, sauront-ils faire face aux contraintes ?

Les crises se résolvent en changeant, et non en persévérant dans l'erreur et l'échec. Samedi dernier, à Cernobio, on a encore parlé d'énergie éolienne et solaire. Ne savent-ils pas qu'après 49 ans, ces énergies n'ont atteint qu'un misérable 3% du budget énergétique primaire de l'UE, au prix de milliards d'euros de subventions, d'obligations législatives et de dégradation des paysages ? L'UE **doit de toute urgence réhabiliter explicitement le gaz naturel** . Le méthane, abondant dans le monde, présent sur tous les continents, est l'énergie thermique à usage domestique, industriel et pétrochimique de ce siècle.

*Samuele Furfari est Professeur de Géopolitique de l'Energie ESCP Londres, Président de la Société Européenne des Ingénieurs et Industriels, Ancien Haut Fonctionnaire de la DG Energie de la Commission Européenne, Docteur en Sciences Appliquées et Ingénieur*